



FAUT-IL AVOIR FAIM POUR SERVIR L'ÉTAT ?

MARSEILLE LE 18 NOVEMBRE 2025

Dans notre région PACA–Corse, comme dans de nombreux établissements, la situation alimentaire des personnels et des élèves est devenue indigne d'une administration qui se veut exemplaire. Nous constatons chaque jour des MESS incapables de répondre aux besoins réels, des repas qui ne peuvent être pris correctement faute de temps ou de places, et une multiplication des distributeurs de nourriture industrielle censés permettre aux agents de manger rapidement, parfois debout, simplement pour éviter de dépasser les 45 minutes de pause. Cette manière de traiter celles et ceux qui assurent le service public n'est pas acceptable et ne reflète en rien les valeurs que notre institution devrait défendre.

Les mêmes difficultés se retrouvent à l'ENAP, où des élèves commencent leur carrière dans une précarité qui ne dit pas son nom. Leur première rémunération arrive souvent avec un retard de trente à quarante jours, les contraignant à réduire leurs repas au strict minimum. Certains ne mangent qu'une fois par jour, parfois moins. Malgré des alertes répétées, les réponses obtenues se résument trop souvent à des renvois vers des contraintes budgétaires ou à des justifications administratives. Pendant ce temps, la réalité reste inchangée : des futurs agents de l'État n'ont pas les moyens de se nourrir correctement dès leur entrée en fonction.

Devant cette situation qui dure depuis trop longtemps, nous avons dû contacter les Restos du Cœur afin de mettre en place une aide alimentaire pour les élèves. Cette initiative n'a rien d'un geste symbolique : elle répond à un besoin concret, immédiat et reconnu par les acteurs sociaux eux-mêmes. Qu'un dispositif caritatif soit nécessaire au sein même de l'institution pénitentiaire est en soi un constat suffisamment parlant. Il illustre l'écart grandissant entre les discours officiels et les réalités vécues sur le terrain, dans nos établissements comme sur la région PACA–Corse.

Nous n'oublions pas que cette situation n'est pas nouvelle. Les collègues venus des DOM-TOM et des DROM-COM ont déjà subi des accueils insuffisants, des hébergements précaires et un manque d'accompagnement. Les agents de la région ont déjà connu des files interminables au MESS, la fermeture de points de restauration, ou le paradoxe d'un gaspillage alimentaire alors que certains ne pouvaient accéder à un repas chaud. Chacun sait par ailleurs que les budgets existent lorsqu'il s'agit de financer des réceptions ou des événements de représentation ; il est donc difficile de croire qu'aucune marge n'existe pour répondre à un besoin aussi élémentaire que celui de permettre à nos collègues de se nourrir dignement.

Ce que nous dénonçons est simple : il n'est pas normal que des élèves et des agents, aujourd'hui, en PACA–Corse, soient confrontés à la faim ou obligés de dépendre de distributeurs industriels faute d'autre solution. Il n'est pas normal que la solidarité supplée des responsabilités qui devraient être assumées par l'administration. Il n'est pas normal que celles et ceux qui garantissent la continuité du service public soient traités avec si peu de considération.

Nous continuerons d'agir pour que chaque personnel, dès son arrivée dans notre institution, puisse disposer d'un repas équilibré, accessible, et pris dans des conditions respectueuses. Nous continuerons de rappeler que l'humain ne doit jamais être la variable d'ajustement des arbitrages budgétaires. Et nous continuerons de faire entendre la voix de celles et ceux qui, chaque jour, servent l'État et méritent, au minimum, de pouvoir manger à leur faim.

Le bureau Régional PACA CORSE